
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la République du Malawi****Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits agriculteurs et les entreprises en milieu rural**Numéro de projet: 2000001501

Cote du document: EB 2022/LOT/P.3

Date: 10 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 72.

Questions techniques:**Ambrosio Barros**Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: a.nsingubarros@ifad.org**Sauli Hurri**Spécialiste technique régional principal, Finance rurale,
Marchés et filières
Division production durable, marchés et institutions
courriel: s.hurri@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Ambrosio Barros
Responsable technique:	Sauli Hurri
Responsable des finances:	Kodzo Dotse Sokpor
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste	Ebrima Ceesay

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Malawi
Organisme d'exécution:	Ministère des finances et des affaires économiques
Coût total du programme:	102,7 millions d'USD
Montant du don initial du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette	21,0 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA	21,0 millions d'USD
Conditions du prêt initial du FIDA:	Particulièrement concessionnelles: 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service déterminée par le Conseil d'administration
Montant du financement additionnel du FIDA:	30,0 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Extrêmement concessionnelles pour 80% du financement: 50 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service déterminée par le Conseil d'administration Particulièrement concessionnelles pour 20% du financement: 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service déterminée par le Conseil d'administration
Montant du prêt accordé à des conditions extrêmement concessionnelles:	24,0 millions d'USD
Montant du prêt accordé à des conditions particulièrement concessionnelles:	6 millions d'USD
Cofinanceur(s):	Secteur privé Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Fonds vert pour le climat (FVC), en attente d'approbation
Montant du cofinancement additionnel:	Secteur privé: 6,94 millions d'USD FVC: 1,8 million d'USD
Conditions du cofinancement:	FVC: financement sous forme de don Secteur privé: contribution des partenaires en nature
Montant de la contribution additionnelle de l'emprunteur/du bénéficiaire:	4,62 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique apporté par le FIDA:	1 689 000 USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le [Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits agriculteurs et les entreprises en milieu rural](#) (FARMSE) en République du Malawi a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2017. L'accord de financement a été signé et est entré en vigueur le 6 juin 2018. La date d'achèvement du programme FARMSE est fixée au 30 juin 2025, et la date de clôture financière au 31 décembre 2028. Le coût total du programme s'élève à 58,135 millions d'USD, dont un financement initial du FIDA d'un montant de 42 millions d'USD – accordé pour moitié sous forme de prêt à des conditions particulièrement concessionnelles, et pour moitié sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) –; une contribution de l'État du Malawi et du secteur privé national à hauteur de 15,7 millions d'USD; et un don de 435 000 USD accordé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement. Au 31 juillet 2022, 61% du prêt du FIDA et 61% du don au titre du CSD avaient été décaissés.
2. En octobre 2021, le Gouvernement malawien a demandé au FIDA un financement additionnel de 30 millions d'USD pour le programme FARMSE, assorti d'un report de trois ans des dates d'achèvement et de clôture du programme, repoussées respectivement au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2028. Le financement additionnel proposé sera fourni selon les modalités ci-après: à 80% sous forme de prêt à des conditions extrêmement concessionnelles, et à 20% sous forme de prêt à des conditions particulièrement concessionnelles, sur la base des allocations fondées sur la performance du Malawi au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Le financement additionnel proposé vise à reproduire à plus grande échelle et à consolider les opérations du programme FARMSE.

B. Description du programme initial

3. L'objectif global du programme FARMSE est de réduire la pauvreté, d'améliorer les moyens d'existence et de renforcer la résilience des ménages ruraux de manière pérenne. Son objectif en matière de développement est d'améliorer l'accès des ménages ruraux et des micro, petites et moyennes entreprises rurales à un ensemble de services financiers pérennes.
4. Les principaux effets directs attendus sont les suivants: i) une capacité accrue des ménages extrêmement pauvres à s'extraire de la pauvreté, à améliorer leur sécurité alimentaire et à trouver des moyens d'existence; ii) un meilleur accès à des services financiers fournis par des organisations financières à assise communautaire structurées et pérennes; iii) une capacité accrue des prestataires de services financiers à fournir des services impulsés par la demande dans les zones rurales; iv) une meilleure coordination entre les différents ministères et une capacité accrue de ces derniers à gérer les programmes d'affranchissement de la pauvreté; v) des institutions, politiques et réglementations plus fortes à l'appui d'un secteur financier plus innovant et qui touche un public plus large; vi) des capacités et connaissances accrues parmi les organisations de soutien au secteur financier.

II. Justification du financement additionnel

A. Justification

5. D'après l'examen à mi-parcours réalisé en novembre 2021, la performance du programme FARMSE a été jugée satisfaisante, et le programme est en bonne voie pour atteindre, voire dépasser ses objectifs de développement.
6. Toutes les composantes ont obtenu de bons résultats, et les partenaires d'exécution ont été performants dans l'ensemble. L'examen à mi-parcours et les missions de supervision ont mis en lumière les retombées positives indéniables du

programme sur l'activité économique et l'inclusion financière des bénéficiaires, qui se sont traduites par une amélioration des moyens d'existence. Des résultats tangibles ont également été enregistrés dans toutes les thématiques transversales.

7. À travers l'ensemble de ses interventions, le programme touche actuellement environ 844 621 bénéficiaires (soit 79% de l'objectif final actuellement visé), dont 68% de femmes et 32% de jeunes. Au titre de la composante 1, le programme FARMSE a atteint 22 680 bénéficiaires du programme de transferts monétaires à vocation sociale, dont 20 800 ont bénéficié d'un ensemble complet de prestations en matière d'affranchissement de la pauvreté.
9. Au titre de la sous-composante 2.1, 547 220 bénéficiaires ont été accompagnés pour accéder à des services financiers proposés par 26 239 organisations financières à assise communautaire (restructurées ou nouvellement créées), et un renforcement des capacités leur a été dispensé dans plusieurs domaines pour qu'ils puissent tirer un maximum d'avantages de ces services financiers. Néanmoins, il convient d'affiner la stratégie de retrait en mettant en place des modèles de pérennisation plus efficaces.
10. Au titre de la sous-composante 2.2, 381 379 personnes ont eu accès à des services financiers formels proposés par un large éventail d'institutions financières. Les prestataires de services financiers ont reçu un appui pour: i) développer les comptes d'épargne en ligne et les agents bancaires en milieu rural; ii) étendre la portée géographique de divers produits; iii) développer la formation en ligne; iv) encourager les liens avec les marchés; v) mettre au point une plateforme de transactions mobiles. Néanmoins, des lacunes importantes persistent en matière d'accès aux services financiers (par exemple, le financement des petits exploitants et des micro, petites et moyennes entreprises; ou l'assurance du bétail et des cultures), lacunes qui n'ont pas été entièrement, voire du tout, solutionnées.
11. Au titre de la composante 3, le programme FARMSE appuie une stratégie d'affranchissement de la pauvreté pour les personnes extrêmement pauvres. Des progrès ont été faits dans l'élaboration de divers instruments visant à créer un environnement favorable à l'inclusion financière rurale, et quatre partenaires stratégiques se sont joints au programme pour appuyer diverses initiatives visant à améliorer l'inclusion financière.
12. Sur la base de cette évaluation encourageante, notamment concernant la capacité du programme FARMSE à agir en tant que levier stratégique de promotion du financement en milieu rural au Malawi à moyen et long terme, et au regard de la demande officielle du Gouvernement concernant un financement additionnel de 30 millions d'USD, l'examen à mi-parcours a préconisé une prolongation du programme pour une période de trois ans. Ce financement additionnel couvrira la période allant de juillet 2025 à juin 2028, vu que l'excédent de 17,5 millions d'USD provenant du financement initial répondra aux besoins de financements du programme jusqu'en juin 2025.
13. Les activités à conduire jusqu'en juin 2025 prévoient la consolidation des réalisations déjà obtenues, la transposition à plus grande échelle des différentes composantes, ainsi que le renforcement des thématiques transversales.
14. Pour ce qui est du financement additionnel, les objectifs clés pour chaque composante seront les suivants:
 - La composante 1 permettra de transposer à plus grande échelle l'approche actuelle et d'étendre l'accès au système d'affranchissement de la pauvreté pour les personnes extrêmement pauvres à 20 000 personnes supplémentaires, ce qui portera à 50 000 le nombre total de bénéficiaires.
 - La sous-composante 2.1 visera à augmenter le nombre de bénéficiaires parmi les membres d'organisations financières à assise communautaire, tout en

contribuant à la pérennité de ces organisations et des effets attendus pour les membres grâce à la mise en place de modèles de pérennisation.

- La sous-composante 2.2 visera principalement : i) entre 2022 et juin 2025, à mettre à l'essai des innovations, notamment en ce qui concerne l'inclusion financière des petits exploitants agricoles, tout en continuant à étendre la portée du programme; et ii) durant la période de financement additionnel, à transposer à plus grande échelle les essais pilotes probants.
 - L'aide aux partenaires stratégiques au titre de la composante 3 sera déterminée selon les besoins réels du marché.
15. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est en train de concevoir un projet sur six ans (2023–2029), qui sera financé par le Fonds vert pour le climat (FVC), intitulé *Ecosystems-based Adaptation for Resilient Watersheds and Communities in Malawi* (EbAM). Le programme EbAM vise à renforcer la résilience des communautés rurales les plus pauvres du Malawi face aux changements climatiques. Des réunions de concertation ont eu lieu entre la FAO et le FARMSE/FIDA en vue d'une collaboration au titre de la sous-composante 2.3 du programme EbAM relative à l'accès aux financements pour des solutions d'investissement résilientes face aux changements climatiques. Cette collaboration s'accompagnerait des dispositions suivantes, à confirmer d'ici à la finalisation du programme EbAM fin 2022: i) faire coïncider les domaines d'intervention du programme FARMSE et du programme EbAM pour consolider et développer le travail actuellement réalisé dans le cadre du programme FARMSE avec les prestataires de services financiers; ii) désigner le Ministère des finances et des affaires économiques (organisme chef de file du programme FARMSE) en tant que partenaire d'exécution du programme EbAM, en vue de favoriser l'inclusion financière des bénéficiaires du programme EbAM moyennant des produits financiers adaptés aux changements climatiques, pour un montant allant jusqu'à 3 millions d'USD (dont 1,8 million d'USD affectés au financement additionnel).

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

16. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
- incluant un financement climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels.
17. **Égalité femmes-hommes.** Le Malawi a fait beaucoup de progrès dans différents domaines clés en matière de développement, ainsi que pour réduire les disparités entre hommes et femmes. Malgré ces progrès, l'indice d'inégalité de genre du Malawi est de 0,565¹, ce qui le classe au 142^e rang sur 162 pays. Malgré un taux de participation en hausse dans le domaine de l'agriculture, les femmes tendent à être moins productives que les hommes, du fait qu'elles possèdent moins d'actifs et de leur accès restreint au crédit et à d'autres intrants.
18. Dans le cadre du financement additionnel, le programme FARMSE encouragera l'égalité femmes-hommes ainsi que l'avancement des femmes par le biais du Système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes.
19. **Jeunesse.** Quarante-six pour cent de la population du Malawi a moins de 15 ans, et les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent plus d'un quart de la population. Les jeunes sont confrontés à de multiples obstacles et problématiques connexes, se voyant lésés à la fois sur le plan de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'emploi et de la reconnaissance sociale.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (2021). Malawi National Human Development Report.

20. Dans le cadre du financement additionnel, l'accent mis sur la jeunesse passera de 20 à 30%, et des dispositifs *ad hoc* seront adoptés pour favoriser les activités socio-économiques: développement de compétences utiles pour l'emploi, création d'entreprises ou prestation de services dans les filières de l'agriculture; mise à profit des innovations autour de produits financiers adaptés; prestation de services d'accompagnement et d'aide aux entreprises.
21. **Nutrition.** La malnutrition chez les femmes et les enfants demeure un problème de développement et de santé publique persistant au Malawi. Dans le cadre du financement additionnel, le programme: i) continuera de lutter contre la transmission intergénérationnelle des retards de croissance en privilégiant la santé et la nutrition des femmes; et ii) améliorera les moyens d'existence et la résilience en vue de promouvoir l'accès à des régimes alimentaires diversifiés, moyennant des stratégies à même de promouvoir la sécurité alimentaire, la diversification du régime alimentaire ainsi qu'un environnement plus sain.
22. **Changements climatiques.** On s'attend à ce que la température maximale augmente de 0,3 à 3°C selon le profil représentatif d'évolution de concentration RCP 4.5 (niveau de probabilité intermédiaire), mais elle pourrait augmenter de plus de 4° C d'ici à la fin du siècle selon le scénario RCP 8.5 (le plus pessimiste). La variabilité des précipitations devrait augmenter, quelle que soit l'échéance retenue, tout comme la fréquence des sécheresses et des inondations. La productivité des cultures devrait diminuer selon les projections en matière de tendances climatiques. Pour lutter contre la vulnérabilité climatique, le programme propose actuellement la mise en place de différentes pratiques agricoles climato-compatibles ainsi que des possibilités de diversification des moyens d'existence non agricoles.
23. Dans le cadre du financement additionnel, un plan d'action complet sera élaboré en matière de résilience face aux changements climatiques et de financement de l'action climatique, en vue de consolider les activités de transversalisation autour du climat. L'accent sera porté sur l'amélioration des mécanismes de gestion des risques de catastrophe et sur la promotion d'autres activités climatiquement rationnelles, telles que l'accès aux informations sur le climat, aux énergies renouvelables, à la gestion des parcelles boisées communautaires et à des dispositifs d'assurance indexés sur les conditions météorologiques.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

24. Le programme FARMSE restera un programme de portée nationale. La composante 1 ciblera les ménages extrêmement pauvres dans cinq nouveaux districts, et poursuivra les investissements dans sept districts déjà ciblés. La composante 2 aura une portée nationale et mettra l'accent sur la participation des femmes et des jeunes, et sur les régions privées d'accès aux services financiers.
25. Au moment de l'examen à mi-parcours, le nombre actualisé de ménages ciblés au titre du financement initial s'élevait à 1 064 622. Au titre du financement additionnel, le programme prévoit de toucher 440 000 ménages supplémentaires, ce qui portera à 1 504 622 le nombre de ménages ciblés (dont 30% de jeunes et 50% de femmes).

C. Composantes, résultats et activités

26. Le financement additionnel sera mis en œuvre avec les mêmes composantes que le financement initial.
27. **Composante 1 – reclassement des ménages extrêmement pauvres** – Cette composante contribuera à l'action que mène actuellement le Gouvernement pour élaborer et mettre en place des programmes de reclassement efficaces dans les zones rurales afin de réduire les niveaux d'extrême pauvreté des ménages, en élaborant et en expérimentant à grande échelle un modèle de reclassement économe et reproductible.

28. Le financement additionnel permettra de poursuivre les interventions en cours en matière de reclassement des ménages en situation d'extrême pauvreté, en incluant 20 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui portera à 50 000 le nombre de bénéficiaires du programme d'ici à son achèvement en juin 2028.
29. **Composante 2 – Appui à l'innovation financière et à l'élargissement** – Cette composante contribuera à surmonter les nombreux obstacles rencontrés par la population rurale pauvre pour accéder aux services financiers. Elle soutiendra le développement de services financiers informels et officiels mieux adaptés aux groupes cibles.
30. **Sous-composante 2.1 – Appui aux organisations financières à assise communautaire** – Cette sous-composante contribue au renforcement et à la consolidation des organisations financières à assise communautaire existantes, ainsi qu'à la formation de nouvelles. Le financement additionnel visera à augmenter le nombre de bénéficiaires parmi les membres d'organisations financières à assise communautaire, tout en contribuant à la pérennité de ces organisations et des effets attendus pour les membres grâce à la mise en place de modèles de pérennisation. Au total, 275 000 membres supplémentaires seront ciblés parmi les organisations financières à assise communautaire, en plus des 747 220 prévus à l'échéance de juin 2025, ce qui portera à 1 022 220 le nombre de membres ciblés à l'achèvement du programme.
31. **Sous-composante 2.2: Mécanisme d'innovation et d'élargissement** – Cette sous-composante aidera les institutions financières officielles à s'implanter et à renforcer leur présence dans les zones rurales par le biais d'un des trois guichets de financement du Mécanisme d'innovation et d'élargissement: i) études de marché et de faisabilité; ii) essais pilotes de produits innovants et de mécanismes d'exécution; iii) extension de la portée des produits/services pilotes et de leurs mécanismes d'exécution. La stratégie de financement additionnel visera principalement à transposer à plus grande échelle les essais pilotes probants financés entre 2022 et juin 2025, les principaux domaines d'innovation étant: le financement de la filière agricole à destination des petits exploitants agricoles et des micro, petites et moyennes entreprises; le financement de l'action climatique en conjonction avec le programme EbAM; les produits et processus numériques tels que l'assurance indexée sur les conditions météorologiques; ainsi que les plateformes de technologies agricoles. Une attention particulière sera accordée à l'optimisation de l'usage effectif des services proposés depuis le début du programme. Le financement additionnel servira également à renforcer le positionnement du programme FARMSE en tant que levier stratégique de promotion du financement en milieu rural au Malawi, notamment en ce qui concerne la mobilisation de fonds à partir d'instruments financiers mixtes. Dans le cadre du financement additionnel, 250 000 usagers supplémentaires de services financiers officiels seront ciblés, ce qui portera à 745 793 le nombre de personnes ciblées sur toute la durée du programme.
32. **Composante 3: Partenariats stratégiques, création de savoirs et concertation sur les politiques** – Le résultat attendu de cette composante est le renforcement des capacités et des bases de savoirs des organisations de soutien au secteur financier rural. Ses trois objectifs sont: i) le renforcement des réglementations macroéconomiques, des politiques du secteur financier et des capacités institutionnelles; ii) le renforcement des organisations et des infrastructures du secteur financier; iii) l'élaboration et la diffusion de produits du savoir concernant le financement en milieu rural pour améliorer le rayon d'action et le potentiel d'innovation des parties prenantes du secteur.
33. **Sous-composante 3.1 – Soutien à la politique et aux systèmes d'affranchissement de la pauvreté.** Le programme FARMSE continuera de soutenir la Division de la lutte contre la pauvreté et de la protection sociale au sein

du Ministère des finances et des affaires économiques du Malawi, aux fins de l'élaboration de politiques et de systèmes d'affranchissement de la pauvreté.

34. **Sous-composante 3.2 – Appui à l'élaboration et à l'examen de politiques et stratégies plus générales et inclusives en matière de financement en milieu rural.** Plusieurs possibilités d'appui supplémentaire ont été mises en évidence au titre du financement additionnel : i) le renforcement des capacités dans diverses fonctions déjà abordées, comme celle de spécialiste du financement participatif au sein de la Banque centrale du Malawi ou de banques commerciales; ii) l'élaboration de politiques et de stratégies visant à promouvoir l'implantation d'agents bancaires en milieu rural; iii) l'examen de la directive relative à l'assurance inclusive; iv) l'examen d'autres cadres juridiques et réglementaires. Cette liste sera actualisée régulièrement dans le cadre du programme FARMSE, en fonction de l'évolution du secteur et des ressources disponibles.
35. **Composante 4 – Gestion et coordination du programme.** Le programme FARMSE continuera d'être géré de la même façon, les instances clés étant le comité de pilotage du programme, le comité technique du programme et l'unité de gestion du programme (UGP).

D. Coût, avantages et financement

Coût du programme

36. Le coût du programme initial était estimé à 57,7 millions d'USD. La composante 1 représente 15,8 millions d'USD (soit 27,4% du coût total); la composante 2 représente 34,0 millions d'USD (soit 58,9% du coût total); la composante 3 représente 1,8 million d'USD (soit 3,1% du coût total); et la composante 4 représente 6,1 millions d'USD (soit 10,5% du coût total). Si l'on ajoute le don supplémentaire de 435 000 USD accordé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, qui a pris effet en octobre 2021, le budget total du programme FARMSE se porte à 58,135 millions d'USD. Le financement de 1,2 million d'USD proposé par la FAO et le FVC au titre de la phase de financement initiale devrait prendre effet au second semestre 2023.
37. Le coût total du financement additionnel s'élève à 43,3 millions d'USD. La composante 1 représente 17,2 millions d'USD (soit 39,7% du coût total); la composante 2 représente 20,3 millions d'USD (soit 46,7% du coût total); la composante 3 représente 1,5 million d'USD (soit 3,4% du coût total) et la composante 4 représente 4,4 millions d'USD (soit 10,1% du coût total). Le nouveau montant total (incluant les financements initial et additionnel) s'élève donc à 102,7 millions d'USD.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	21 000	30 000	51 000
Don du FIDA	21 000	-	21 000
Autres cofinanceurs	1 635	1 800	3 435
Secteur privé	6 150	6 941	13 091
Emprunteur/bénéficiaire	9 579	4 622	14 201
Total	59 365	43 363	102 728

Tableau 2

Financement additionnel: coût du programme par composante (et sous-composante) et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financement additionnel												
	Prêt additionnel du FIDA		Autres cofinanceurs – FAO/FVC				Secteur privé				Emprunteur/bénéficiaire		Total
	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature		Contributions en espèces		Contributions en nature				
1. Reclassement des ménages extrêmement pauvres	11 137	37	-	-	1 192	17	4 000	120	89	16 450			
1.2. Renforcement de la nutrition grâce au don additionnel	749	2	-	-	-	0	-	-	0	749			
2.1. Appui aux organisations financières à assise communautaire	6 041	20	-	-	2 406	35	-	69	1	8 516			
2.2. Mécanisme d'innovation et d'élargissement	6 599	22	1 800	100	3 343	48	-	2	0	11 744			
3. Partenariats stratégiques, création de savoirs et concertation sur les politiques	1 500	5	-	-	-	-	-	41	1	1 541			
4. Gestion et coordination du programme	3 974	13	-	-	-	-	-	390	8	4 364			
Total	30 000	69	1 800	4	6 941	16	4 000	622	11	43 363			

Tableau 3

Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Financement additionnel										
	Prêt additionnel du FIDA		Autres cofinanceurs – FAO/FVC				Secteur privé				Total
	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature		Contributions en espèces		Contributions en nature		
1. Véhicules	210	1	-	-	-	-	-	210	5	420	
2. Équipement et matériel	23	0	-	-	-	-	-	5	0	27	
3. Études et consultants	10 652	36	1 800	100	4 242	61	-	101	2	16 794	
4. Formation et ateliers	699	2	-	-	-	-	-	23	0	722	
5. Biens, services et intrants	14 605	49	-	-	2 699	39	-	171	4	17 475	
6. Dons et subventions	-	-	-	-	-	-	4 000	-	87	4 000	
7. Fonctionnement et entretien	693	2	-	-	-	-	-	113	2	806	
8. Salaires, traitements et indemnités	3 118	10	-	-	-	-	-	-	-	3 118	
Total	30 000	69	1 800	4	6 941	16	4 000	622	11	43 363	

Tableau 4

Financement additionnel: coût du programme par composante (et sous-composante) et par année

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Reclassement des ménages extrêmement pauvres	6 369	41	5 384	38	4 697	35	16 450
1.2. Renforcement de la nutrition grâce au don additionnel	250	2	250	2	250	2	749
2.1. Appui aux organisations financières à assise communautaire	2 845	18	2 845	20	2 826	21	8 516
2.2. Mécanisme d'innovation et d'élargissement	3 943	25	3 943	28	3 857	29	11 744
3. Partenariats stratégiques, création de savoirs et concertation sur les politiques	520	3	520	4	500	4	1 541
4. Gestion et coordination du programme	1 798	11	1 351	9	1 215	9	4 364
Total	15 725	36	14 293	33	13 345	31	43 363

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

38. Le Gouvernement malawien a contribué au financement initial à hauteur de 9,6 millions d'USD (soit 17% du coût total). Les acteurs du secteur privé ont participé à hauteur de 6,1 millions d'USD (soit 11% du coût total), tandis que le FIDA a versé 42 millions d'USD (soit 73% du coût total, dont 50% sous forme de prêt et 50% sous forme de don). Les contributions proposées par la FAO et le FVC s'élèvent à un total de 1,2 million d'USD.
39. Le financement additionnel total est de 43,4 millions d'USD, dont 4,6 millions d'USD (soit 11% du coût total) provenant du Gouvernement, 1,8 million d'USD (soit 4% du coût total) provenant de la FAO et du FVC, 6,9 millions d'USD (soit 16% du coût total) provenant du secteur privé et 30,0 millions d'USD (soit 69% du coût total) provenant d'un prêt du FIDA accordé à des conditions extrêmement concessionnelles (à 80%) et particulièrement concessionnelles (à 20%).

Décaissement

40. Le décaissement du financement additionnel sera effectué chaque trimestre en utilisant les comptes désignés existants. Il sera assujéti à la présentation de rapports et s'effectuera selon les modalités suivantes: 36% pour l'exercice 2025/2026, 33% pour l'exercice 2026/2027 et 31% pour l'exercice 2027/2028, sur la base des prévisions de trésorerie. Le FIDA estime qu'il est réaliste d'envisager des décaissements moyens annuels de 10 millions d'USD, lesquels seraient conformes à sa Politique de liquidité.

Résumé des avantages et analyse économique

41. La rentabilité financière du programme FARMSE a été estimée en élaborant des modèles financiers pour les budgets des exploitations agricoles et des cultures ainsi que pour l'élevage, qui représentent les principales activités productives. Les possibilités d'investissement des bénéficiaires ciblés sont illustrées à l'aide de cinq modèles de ménages de petits exploitants. Tous ces modèles enregistrent des résultats positifs, avec des marges de progression brutes allant de 55 USD/ha à 742 USD/ha. Tous les modèles de ménages font état de marges de progression positives. Il ressort par ailleurs que l'augmentation attendue des rendements, de la production et des ventes a un impact important sur les revenus et l'autoconsommation des ménages.
42. L'analyse économique ne tient compte que des avantages et des coûts économiques supplémentaires, en utilisant des modèles agrégés évalués au prix du marché, des taux d'adoption prudents allant de 15% à 25%, ainsi qu'une approche progressive concernant l'augmentation des rendements. Les avantages supplémentaires nets ont été calculés sur une période de 16 ans, en regroupant le nombre total de bénéficiaires pour chaque modèle. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du financement additionnel est de 26,8% et la valeur actuelle nette (VAN) s'élève à 37,5 millions d'USD, avec un taux d'actualisation de 15%.
43. L'analyse de sensibilité fait apparaître que le TREI et la VAN du programme demeurent positifs et robustes dans tous les scénarios envisagés.

Stratégie de retrait et pérennisation

44. Les éléments nécessaires à une stratégie de retrait existent, mais il convient de les affiner en vue d'assurer la pérennité à long terme des effets directs du programme. Le financement additionnel offre la possibilité de le faire, et l'une des priorités de l'UGP et des missions de supervision durant la période de financement additionnel sera de veiller à ce que la stratégie de retrait soit adéquate et mise en œuvre selon les modalités prévues. Au titre de la composante 1, les partenaires d'exécution intègrent les ménages extrêmement pauvres à des organisations financières à assise communautaire, lesquelles peuvent continuer à les aider en leur fournissant des services financiers et en les mettant en relation avec des institutions

financières officielles à l'issue du programme. Le financement additionnel offrira l'occasion d'élaborer une stratégie de retrait plus exhaustive.

45. Au titre de la sous-composante 2.1, la stratégie de retrait des partenaires d'exécution repose sur trois éléments: i) la participation des structures communautaires et des conseils de district; ii) l'établissement de liens avec les institutions financières officielles, les marchés et les prestataires de services; iii) l'intervention de facilitateurs issus des communautés. L'expérience acquise dans d'autres contextes indique que cela pourrait ne pas suffire à assurer la pérennité des organisations financières à assise communautaire, lesquelles doivent toujours pouvoir compter sur une supervision et des services de qualité. Grâce au financement additionnel, les modèles de pérennisation élaborés dans d'autres contextes seront analysés puis adaptés aux fins d'une mise en œuvre sur mesure.
46. Au titre de la sous-composante 2.2, les services financiers sont réalisés par des prestataires de services financiers, lesquels devraient maintenir ou développer à terme les services pertinents et rentables à l'intention des groupes cibles du programme. Cette expansion des services à long terme sera favorisée par le prolongement du programme. L'établissement de liens avec le programme EbAM contribuera également à la pérennité des effets attendus au titre de cette composante.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

47. Les principaux risques sont les effets des changements climatiques, les facteurs d'instabilité macroéconomique, l'instabilité politique, la réticence du secteur financier à financer les groupes cibles, et une capacité institutionnelle insuffisante pour exécuter et coordonner les activités, notamment dans les thématiques transversales. Les mesures d'atténuation consistent à promouvoir des pratiques résilientes face aux changements climatiques, à instaurer des liens entre les institutions financières officielles et les instruments financiers mixtes, à recruter un(e) spécialiste des questions de nutrition et d'inclusion sociale, à faire un appel d'offres pour engager un(e) consultant(e) en matière d'environnement et de changements climatiques, ainsi qu'à améliorer la coordination au niveau des districts.

B. Catégorie environnementale et sociale

48. Sous réserve que certains dispositifs de garantie soient adoptés, le programme présente peu de risques environnementaux et sociaux, et relève donc de la catégorie « risque **modéré** ». Certains sous-projets pourraient avoir des effets négatifs sur le plan environnemental ou social, mais ceux-ci ne concernent que certains sites. Du reste, peu d'entre eux sont irréversibles, et des mesures adéquates suffiraient aisément à les corriger. La plupart des activités du programme FARMSE n'exigent pas d'analyse environnementale supplémentaire parce que leur impact sur l'environnement est soit positif, soit très faiblement négatif. Une note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) a été actualisée dans le cadre du financement additionnel du programme FARMSE. Le programme FARMSE a également permis d'élaborer un cadre de gestion environnementale, sociale et climatique visant à garantir que les investissements sont mis en œuvre de manière durable sur le plan environnemental et social.

C. Classement au regard des risques climatiques

49. Le groupe ciblé est exposé aux aléas climatiques, ce qui peut empêcher le programme d'atteindre ses objectifs. Par conséquent, il convient de tenir compte des questions climatiques durant la phase de prolongation du programme. La variabilité du climat est un facteur qui a une incidence notable sur la productivité agricole, et des épisodes de grande ampleur tels que des sécheresses ou des

inondations peuvent affecter la trajectoire de développement escomptée des agriculteurs au titre du modèle d'affranchissement de la pauvreté, ou encore impacter leur capacité à rembourser les prêts. Le risque climatique est donc jugé modéré. Le programme offre des possibilités de renforcer les capacités de gestion du risque climatique pour ce qui est de ses activités principales, et d'intégrer les aspects relatifs à la résilience climatique grâce à la concertation sur les politiques.

50. La cartographie des risques climatiques et tous les investissements réalisés dans des zones à haut risque doivent tenir compte des risques et aléas climatiques. Le choix des activités et des filières (notamment concernant les zones géographiques adaptées) s'appuiera sur une analyse approfondie de la vulnérabilité aux changements climatiques réalisée par l'Université du Cap, analyse financée dans le cadre de la deuxième phase du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP2). Des mesures spécifiques de promotion des avantages de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets ont été intégrés au cadre de gestion environnementale, sociale et climatique et à la note d'examen des PESEC, en vue réduire les risques climatiques liés au programme.
51. Le FIDA sollicitera des ressources financières supplémentaires en faveur de l'action climatique auprès du programme EbAM, en vue d'apporter une assistance technique aux prestataires de services financiers pour que ces derniers puissent élaborer et proposer des produits à même de financer des investissements résilients face aux changements climatiques, à l'intention des petits exploitants agricoles et des micro, petites et moyennes entreprises. Le programme mettra également les prestataires de services financiers en relation avec le mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique, une opération non souveraine en cours de conception qui visera à transversaliser le financement de l'adaptation aux changements climatiques en vue de transformer les secteurs de l'agriculture dans les pays ciblés en Afrique orientale et australe, dont le Malawi.

Soutenabilité de la dette

52. S'agissant de la dette extérieure, le Malawi est considéré comme présentant un risque élevé de surendettement. Il conviendrait de renforcer la discipline budgétaire de manière à éviter l'accumulation de la dette intérieure à des taux d'intérêt élevés. Afin de favoriser la résilience, des efforts devraient être consentis pour diversifier l'économie, élargir l'assiette des recettes et renforcer la gestion des finances publiques².

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

53. L'exécution des financements initial et additionnel du programme FARMSE est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays 2023-2030, approuvé par le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, en vue d'être présenté au Conseil d'administration en septembre 2022. Le programme est également en adéquation avec la stratégie d'aide au développement du FIDA et toutes les autres politiques du Fonds relatives à la gestion financière et à la passation de marchés.
54. Le programme FARMSE sera exécuté conformément à la Politique du FIDA pour des services financiers inclusifs en milieu rural; au Cadre de gestion des résultats exposé dans la Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025; aux directives relatives aux PESEC publiées en 2017; ainsi qu'aux procédures et directives relatives aux grandes thématiques transversales de la nutrition, de la jeunesse, de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes. Conformément à la

² Association internationale de développement et Fonds monétaire international. Malawi: *Joint Debt Sustainability Analysis* (analyse conjointe de la soutenabilité de la dette) – mise à jour 2018.

Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le programme FARMSE a permis de réaliser des progrès remarquables dans la transformation de la dynamique femmes-hommes, ce qui a entraîné son reclassement dans la catégorie des projets porteurs de transformations en matière de genre. L'accent plus marqué placé sur la jeunesse est conforme au Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

55. Le programme FARMSE est exécuté par le Ministère des finances et des affaires économiques. La gestion directe du programme au quotidien incombe à l'UGP, hébergée par la Division des politiques du secteur financier et des pensions.
56. Le comité de pilotage du programme assurera sa supervision, déterminera son orientation et jouera un rôle consultatif. Ce comité examinera et approuvera les plans de travail et budgets annuels (PTBA), les rapports financiers et de situation, ainsi que toutes les décisions importantes prises dans le cadre du programme. Le comité technique du programme apporte une assistance technique au comité de pilotage.
57. Les activités relevant des composantes 1 et 2 continueront d'être menées par des partenaires d'exécution sélectionnés par voie de mise en concurrence. Les activités relevant de la composante 3 seront réalisées par des partenaires stratégiques.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

58. La fonction de gestion financière du programme FARMSE est bien organisée pour ce qui est des effectifs et des systèmes. Depuis le lancement du programme, la performance en matière de gestion financière oscille entre « satisfaisante » et « plutôt satisfaisante ». L'équipe de gestion financière du programme a les moyens de gérer le financement additionnel et ne nécessite pas de remaniement notable.
59. L'audit externe du programme est réalisé par le Bureau d'audit national du Malawi. Les rapports d'audit financier sont soumis dans les délais prévus et leur qualité est conforme aux normes du FIDA. Le rapport d'audit pour l'exercice 2021 présentait une opinion sans réserve pour le programme.
60. La passation des marchés de biens et de services de consultants dans le cadre du financement additionnel se fera conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Les procédures, processus et réglementations en vigueur au Malawi concernant la passation des marchés seront appliqués dans la mesure où ils ne contreviennent pas à ces directives. L'UGP veillera à ce que les autorisations nécessaires au comité interne de passation des marchés et de transfert ou de cession des biens soient accordées en temps utile, de manière à réduire les délais d'obtention des approbations.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

Suivi-évaluation

61. **Planification.** Le cycle de planification du programme est piloté par l'UGP, en concordance avec le cycle de planification et de budgétisation du Gouvernement. Le cycle commence par la préparation du PTBA, qui est le principal instrument d'exécution et de contrôle opérationnel. Le PTBA est soumis au comité de pilotage du programme pour examen et approbation, puis transmis au FIDA pour avis de non-objection.
62. **Suivi-évaluation.** Un système de suivi-évaluation coordonné par l'UGP a été mis en place, en adéquation avec le Système de gestion des résultats opérationnels du FIDA et avec les dispositifs mis en place par le Gouvernement en la matière.

63. Le cadre logique est et restera la clé de voûte du système de suivi-évaluation pour ce programme. Le plan mis en place en matière de suivi-évaluation sera enrichi d'un cadre qui visera à atteindre des cibles spécifiques tout au long du programme. Des indicateurs de performance propres à chaque composante seront élaborés et intégrés aux clauses de performance stipulées dans les contrats des partenaires d'exécution.
64. Dans la mesure où le cadre logique comprend un certain nombre d'indicateurs de base, deux enquêtes fondées sur ces derniers seront menées, une au début de l'exécution de la phase de financement additionnel et une à l'achèvement.
65. Le FIDA conduira également des missions périodiques de suivi, d'évaluation et de supervision pour suivre le cours du programme et juger de son avancée au regard de ses objectifs et de ses résultats.

Apprentissage et gestion des savoirs

66. Dans le programme FARMSE, l'acquisition et la consignation des enseignements et des innovations par la collecte régulière de données et la publication de rapports mensuels/semestriels demeureront partie intégrante de l'apprentissage et de la gestion des savoirs, tandis que le recours aux rapports et études thématiques sera renforcé. La diffusion des rapports et des études permettra le partage des informations et facilitera le dialogue avec les parties prenantes. Des réunions d'examen semestrielles et annuelles ainsi que des ateliers d'apprentissage croisé continueront d'être menés pour présenter l'avancement du programme, les enseignements tirés, les problèmes et les solutions aux contraintes d'exécution. Les réalisations en matière de gestion des savoirs feront l'objet d'un suivi permanent dans le cadre du programme, sur la base d'un plan complet en matière de gestion et de diffusion des savoirs.
67. Le programme FARMSE appuiera la création d'approches reproductibles et extensibles en faveur de l'affranchissement de la pauvreté, ainsi que l'élaboration de produits, services et mécanismes d'exécution novateurs dans le domaine du financement en milieu rural. Le programme mettra davantage l'accent sur la transposition à plus grande échelle des innovations en matière de financement en milieu rural. La fonction de gestion des savoirs du système de suivi-évaluation servira à consigner et à diffuser les savoirs. Une participation accrue aux réseaux de partage de savoirs régionaux et thématiques tels qu'IFADAfrica sera également recherchée.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

68. L'accord de financement sera modifié pour intégrer le financement additionnel de 30 millions d'USD. En tenant compte du financement initial, le nouveau financement total fourni par le FIDA, le Gouvernement malawien, les autres cofinanceurs et le secteur privé s'élève à 102,7 millions d'USD.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

69. Un accord de financement entre la République du Malawi et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. L'accord de financement initialement signé sera modifié après approbation du financement additionnel.
70. La République du Malawi est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
71. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

72. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un prêt à des conditions extrêmement concessionnelles d'un montant de vingt-quatre millions de dollars des États-Unis (24 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent document.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de six millions de dollars des États-Unis (6 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent document.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1. Persons receiving services promoted or supported by the project								IPs & PMU progress reports	Annual	IPs & PMU	Stable political environment (A)
	Females - Number		169,530	194,748	596,154	502,378	264,000	766,378				
	Males - Number		207,204	238,026	676,859	562,243	176,000	738,243				
	Young - Number		75,347	86,554	254,598	214,420	110,000	324,420				
	Not Young - Number		301,387	346,220	1,018,415	850,202	330,000	1,180,202				
	Total number of persons receiving services - Number of people		376,734	432,774	1,273,013	1,064,622	440,000	1,504,622				
	1.a Corresponding number of households reached								IPs & PMU progress reports	Annual	IPs & PMU	
	Women-headed households - Number		169,530	194,748	596,154	500,378	110,000	610,372				
	Non-women-headed households - Number		207,204	238,026	676,859	564,243	330,000	894,250				
	Households - Number		376,734	432,774	1,273,013	1,064,622	440,000	1,504,622				
1.b Estimated corresponding total number of household members								IPs & PMU progress reports	Annual	IPs & PMU		
Household members - Number of people		1,657,630	1,904,205	5,601,257	4,684,337	1,936,000	6,620,337					
Programme Goal To reduce poverty, improve livelihoods and enhance the resilience of rural households on a sustainable basis	Reduced prevalence of chronic malnutrition among under five children by at least 15%								Mid-term evaluation and end of programme impact assessment	Third year and ninth year	PMU	Stable political & macroeconomic environment (A)
	Share of children under five nationally	37%			30%	30%	30%	30%				
	Improved households' assets ownership index by at least 20%											
Percent of households	36%			50%	50%	50%	50%					
Development Objective Increased access to and use of a range of sustainable financial	Graduation strategy and systems developed, tested at scale, and approved by GOM								PMU Progress reports	Annual	PMU	Stable political & macroeconomic environment; GOM monetary/fiscal and macro-economic reforms are
	Systems - Number		1	1	1	1	-	1				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks	
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility		
services by rural households and micro, small, and medium enterprises.	Improved outreach of sustainable rural financial services to rural poor								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	conducive to poverty reduction; Commitment of stakeholders (GOM, donors & private sector) to participate in poverty reduction efforts (A)	
	Persons - Number		328,000	417,774	1,273,013	1,064,622	440,000	1,474,622					
	Females - Number		147,600	187,998	596,154	502,378	264,000	745,078					
	Males - Number		180,400	229,776	676,859	562,243	176,000	729,543					
	Young - Number		65,600	83,555	254,598	214,420	110,000	316,920					
	Not Young - Number		262,400	334,219	1,018,415	850,202	330,000	1,157,702					
	Number of persons/households reporting using rural financial services (1.2.5)								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU		
	Households - Number		328,000	417,774	1,273,013	1,064,622	440,000	1,474,622					
	Females - Number		147,600	187,998	596,154	502,378	264,000	745,078					
	Males - Number		180,400	229,776	676,859	562,243	176,000	729,543					
	Young - Number		65,600	83,555	254,598	214,420	110,000	316,920					
	Not Young - Number		262,400	334,219	1,018,415	850,202	330,000	1,157,702					
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment								COI survey	At completion	PMU		Individuals take part in the programme interventions and are impacted in different aspects of their lives
	Percentage of persons demonstrating an Improvement in Empowerment assumed to be 25%							25%	25%				
	Number of Persons Demonstrating an Improvement in Empowerment							110,000	376,156				
	Number of females							66,000	191,595				
	Percentage of females							15%	13%				
	Number of males							44,000	184,561				
	Percentage of males							10%	12%				
CI 2.2.1: Persons with new jobs/employment opportunities									COI survey	At completion	PMU	Individuals are able to create new employment opportunities through programme interventions	
New Jobs - Number (assumed to be 25% of total outreach)							110,000	376,156					
Number of Job owners - Females							55,000	206,203					
Number of Job owners - Males							55,000	206,203					
Number of Job owners - Young							22,000	75,231					
CI 2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit													

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Number of enterprises						5,790 ³	13,020	COI survey	At completion	PMU	
	Percentage of enterprises						30%	30%				
Outcome Outcome 1.1: Capacity of ultra-poor households to graduate from poverty, improve food security and secure livelihood opportunities is improved	At least 80% of targeted households attain food security								Mid-term evaluation and end of programme impact assessment	Third year and ninth year	PMU	Stakeholders agree to roll out GOM graduation model (A); no effective strategy in place targeting women and youths (R)
	Households - Percentage (%)	9%	60	80	80	80	80	80				
	Women reporting minimum dietary diversity (MDDW) (1.2.8)											
	Females - Percentage (%)	9.6%	65	75	75	75	75	75				
Output Output 1.1.1: Government graduation model rolled out	Number of households reached with graduation activities								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	Stakeholders agree to roll out GOM graduation model (A); no effective strategy in place targeting women and youths (R)
	Households - Number		15,000	15,000	30,000	30,000	20,000	50,000		At completion		
	Females - Number		6,750	6,750	21,300	21,300	14,000	35,300				
	Males - Number		8,250	8,250	8,700	8,700	6,000	14,700				
	Young - Number		3,000	3,000	6,000	6,000	6,300	12,300				
	Not Young - Number		12,000	12,000	24,000	24,000	13,700	37,700				
	Number of persons/households provided with targeted support to improve nutrition (1.1.8)											
	Total persons participating - Number of people		15,000	15,000	30,000	30,000	20,000	50,000				
	Females - Number		6,750	6,750	21,300	21,300	14,000	35,300				
	Males - Number		8,250	8,250	8,700	8,700	6,000	14,700				
	Household members benefitted - Number of people		66,000	66,000	132,000	132,000	88,000	220,000				
	Young - Number		3,000	3,000	6,000	6,000	6,300	12,300				
	Not Young - Number		12,000	12,000	24,000	24,000	13,700	37,700				
	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services (1.1.7)											
Persons - Number		15,000	15,000	30,000	30,000	20,000	50,000					

³ Of the Value chain groups and CBFOs that are linked to markets and formal financial institutions

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Females - Number		6,750	6,750	21,300	21,300	14,000	35,300				
	Males - Number		8,250	8,250	8,700	8,700	6,000	14,700				
	Young - Number		3,000	3,000	6,000	6,000	6,300	12,300				
	Not Young - Number		12,000	12,000	24,000	24,000	13,700	37,700				
Outcome Outcome 2.1: Improved access to structured and sustainable CBFO financial services	Number of retrained CBFO members								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	Sufficient demand from CBFO support organisations (A) Poor level of client uptake (R)
	Number of retrained CBFO members - Number		277,200	290,574	577,402	577,402	220,000	797,402				
	Females - Number		124,740	130,578	271,810	271,810	132,000	403,810				
	Males - Number		152,460	159,996	305,592	305,592	88,000	393,592				
	Young - Number		55,440	58,114	115,480	115,480	55,000	170,480				
	Not Young - Number		221,760	232,460	461,922	461,922	165,000	626,922				
	Number of increment rural CBFO members											
	Number of increment rural CBFO members - Number		72,000	90,000	169,818	169,818	55,000	224,818				
	Females - Number		32,400	40,500	79,938	79,938	33,000	112,938				
	Males - Number		39,600	49,500	89,880	89,880	22,000	111,880				
	Young - Number		14,400	18,000	33,960	33,960	13,750	47,710				
	Not Young - Number		57,600	72,000	135,858	135,858	41,250	177,108				
	Output Output 2.1.1: CFBO support organizations expand network of CFBO groups	Number of persons in rural areas accessing financial services (CFBO +FSPs) (1.1.5)										
Number of persons - Number			328,000	417,774	1,243,013	1,034,622	420,000	1,454,622				
Females - Number			147,600	187,998	574,854	481,078	252,000	733,078				
Males - Number			180,400	229,776	668,159	553,543	168,000	721,543				
Young - Number			65,600	83,555	248,598	206,920	105,000	311,920				
Not Young - Number			262,400	334,219	994,415	827,702	315,000	1,142,702				
Number of persons in rural areas accessing CFBO financial services												
Number of persons - Number			350,574	380,574	747,220	747,220	275,000	1,022,220				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Females - Number		157,758	171,258	351,748	351,748	189,000	540,748					
Males - Number		192,816	209,316	395,472	395,472	81,000	476,472					
Young - Number		70,115	76,115	149,440	149,440	54,000	203,440					
Not Young - Number		280,459	304,459	597,780	597,780	216,000	813,780					
No. of existing groups restructured												
No. groups - Number		15,400	16,143	29,000	29,000	12,941	41,941					
No. of CBFO groups linked to formal financial institutions												
No. CBFO groups - Number		2,000	10,000	15,000	15,000	4,000	19,000					
No. of new CBFOs formed												
No. of new CBFOs formed - Number		2000	5,000	8,802	8,802	2,941	11,743					
Number of value chain groups/CBFO linked to markets												
Number - groups		1,000	2,000	2,500	2,500	2,000	4,500					
Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services												
Persons - Number		350,574	380,574	697,220	747,220	275,000	1,022,220					
Females - Number		157,758	171,258	313,748	351,748	189,000	540,748					
Males - Number		192,816	209,316	383,472	395,472	81,000	476,472					
Young - Number		70,115	76,115	139,443	149,440	54,000	203,440					
Not Young - Number		280,459	304,459	557,777	597,780	216,000	813,780					
Number of persons/households provided with targeted support to improve nutrition (1.1.8)												
Total persons participating - Number of people				200,000	747,220	275,000	1,022,220					
Females - Number				170,000	351,748	165,000	516,748					
Males - Number				30,000	395,472	110,000	505,472					
Household members benefitted - Number of people				880,000	3,287,768	1,210,000	4,497,768					
Young - Number				60,000	149,440	54,000	203,440					
Not Young - Number				140,000	597,780	216,000	813,780					

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome Outcome 2.2: Enhanced capacity of FSPs to deliver demand-driven services in rural areas	Percentage of partner financial service providers with portfolio-at-risk ≥30 days below 5% (1.2.6)								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	High effective demand from rural clients (A); inappropriate financial products from FSPs (R)
	% Providers - Percentage (%)		50%	100%	90%	90%	100%	100%				
	Percentage of partner financial services providers with operational self-sufficiency above 100% (1.2.7)											
	% Providers - Percentage (%)		70%	100%	100%	100%	100%	100%				
	Number of incremental rural clients accessing formal financial services or products by partner FSPs											
	No. Clients - Number		11,160	37,200	495,793	495,793	250,000	745,793				
	Females - Number		5,022	16,740	223,106	223,106	150,000	373,106				
	Males - Number		6,138	20,460	272,687	272,687	100,000	372,687				
	Young - Number		2,232	7,440	99,158	99,158	62,500	161,658				
	Not Young - Number		8,928	29,760	396,635	396,635	187,500	584,135				
Number of CBFs linked to markets/FSPs												
Number - groups		6,000	13,000	14,000	15,000	4000	18,000					
	CI 3.2.2: Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices								COI Survey	Baseline, Midterm and Completion	PMU	Households access climate information service and other promoted technologies and use them
Households-Number						220,000	752,311					
Households – Percentage						50%	50%					
Household Members						968,000	3,310,168					
Output Output 2.2.1: Innovative and demand-driven rural financial products/ services or low-cost delivery mechanisms for targeted low-income households designed and introduced	Number of financial service providers supported in designing and introducing innovative and demand-driven rural financial products/services or low- cost delivery mechanisms								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	High effective demand from rural clients (A); inappropriate financial products from FSPs (R)
	Number of providers		2	2	2	6	2	8				
	At least two new/improved sustainable financial products/services or low-cost delivery mechanisms developed and rolled out											
	Number of new/improved products/services		2	2	4	6	2	8				
Output Output 2.2.2: Existing proven innovative rural	Number of financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas (1.1.6)								PMU progress reports	Annual	PMU	High effective demand from rural clients (A); inappropriate financial products from FSPs (R)

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
financial products/services and low-cost delivery mechanisms for targeted low-income households scaled up	Number of providers		8	8	8	11	6	17				
	Number of existing proven innovative rural financial products/services and low-cost delivery mechanisms for targeted low-income households scaled up								IPs & PMU progress reports	Annual	PMU	
	Financial products/services and low-cost delivery mechanisms - Number		5	5	6	11	6	17				
Outcome 2.2.3 Access climate finance promoted	CI 3.1.2: Persons provided with climate information services								PMU progress reports	Annual	PMU	Climate Information services will be promoted to all project beneficiaries
	Persons						440,000	1,505,622				
	Females- Number						264,000	902,773				
	Males- Number						176,000	601,849				
	Young- Number						110,000	376,156				
	Not Young-Number						330,000	1,128,467				
Outcome Outcome 3.1: Multi-ministerial coordination and capacity to manage poverty graduation programmes are enhanced	Number of functioning graduation multi-stakeholder platforms supported (Policy 2)								PMU progress reports	Annual	PMU	Organizations with key contributions can be identified and have sufficient capacity to undertake assignments (A) Stakeholders unwilling to work cooperatively (R)
	Number of platforms under ultra-poor graduation		1	1	1	1	0	1				
Output Output 3.1.1: Support for development of Poverty Graduation Policy/Strategy and Systems	Number of policy forums/workshops held on developing graduation system								PMU progress reports	Annual	PMU	
	Number of policy forums/workshops		9	12	12	12	6	18				
Outcome Outcome 3.2: Institutions,	Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment (Policy 3)								PMU progress reports	Annual	PMU	

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Baseline	Mid-Term	Original End Target	Revised Original End Target at MTR	Revised Original end Target at March 2022 SM	Target for Additional Financing	Total End Target	Source	Frequency	Responsibility	
policies and regulations supporting greater financial sector outreach and innovation are strengthened	Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies		1	2	5	5	2	7				
Output Output 3.2.1: Enhanced financial sector regulatory, policy and institutional capacity	Number of functioning multi-stakeholder platforms supported (Policy 2)								PMU progress reports	Annual	PMU	
	Number of rural finance platforms		3	3	3	3	-	3				
Outcome Outcome 3.3: Rural finance sector support organizations capacity and knowledge increased	Number/Percentage of rural finance support organizations with improved rural inclusive finance good practice knowledge								PMU progress reports	Annual	PMU	
	Number of organisations		5	10	5	5	2	7				
Output Output 3.3.1: Rural inclusive finance good practice and knowledge produced and disseminated	Policy relevant knowledge products completed (Policy1)								PMU progress reports	Annual	PMU	
	Number of knowledge products/services		5	5	5	5	6	11				

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

Financial cash flow models

Table A summarizes the most representative financial models including the cash flow for 10 years (in local currency) and profitability indicators.

A)		Farm Models Incremental Benefits (MK)					Crop/Livestock Models Incremental Benefits (MK)					
		Ultra-poor labour unconstrained HH	Poor HH- accessing informal financial services - VSLA	Poor HH- accessing informal financial services (VSLA) and formal financial services	Vulnerable HH- accessing informal financial services - VSLA	Vulnerable HH- accessing informal financial services (VSLA) and formal financial services	Maize	Soybean	Groundnuts	Potato - rainfed	Potato- irrigated	Goats rearing (2 Goats)
F I N A N C I A L A N A L Y S I S	PY1	-21,638	-69,515	-191,972	-133,477	-264,258	-54,975	-28,900	-106,558	-220,700	-398,900	-121,779
	PY2	155,005	17,261	1,064	60,813	244,005	-38,758	30,765	39,704	75,033	120,767	-60,590
	PY3	166,099	23,129	112,959	158,607	113,493	41,156	-9,302	-4,284	-122,727	-13,233	49,458
	PY4	15,288	97,337	175,999	168,062	-46,754	90,979	30,765	39,704	75,033	-390,180	52,258
	PY5	-18,816	13,219	104,398	140,075	231,845	16,244	10,731	-26,279	75,033	310,700	52,258
	PY6	11,371	87,033	169,719	149,307	199,465	66,067	10,731	17,710	-23,847	40,487	52,258
	PY7	26,465	86,217	167,499	153,208	341,189	90,979	30,765	39,704	75,033	335,653	52,258
	PY8	26,465	72,817	155,579	188,375	331,529	90,979	30,765	39,704	75,033	305,600	52,258
	PY9	26,465	70,537	152,159	173,458	329,249	90,979	30,765	39,704	75,033	305,600	52,258
	PY10	26,465	70,537	152,159	173,458	329,249	90,979	30,765	39,704	75,033	305,600	52,258
Financial NPV (MK)		352,676	348,468	737,864	938,794	1,335,906	352,224	124,242	70,680	70,274	569,707	149,695
Financial NPV (USD)		437	431	914	1,162	1,654	436	154	88	87	705	185
EIRR		712%	57%	47%	85%	65%	48%	62%	15%	9%	18%	13%
Return on Investment (ROI)							55%	59%	93%	51%	57%	141%
Incremental Gross Margin(USD)		(27)	137	233	215	444	113	38	49	93	378	288

Table B

Programme costs and logframe targets

Table B provides information on total project costs (broken down by component) and beneficiaries (broken down by category). This table also includes logframe targets as per the EFA.

B)				
PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROJECT COSTS (in million USD)		43.36	PMU	4.36
Beneficiaries	440,000	households		
Cost per beneficiary	99	USD x households	Adoption rates	30%-50%
Components and Cost (USD million)		Outcomes and Indicators		
<u>1. Graduation of Ultra-Poor Households</u>	17.2	Ultra-poor graduation model developed and testing at scale and strengthening nutrition Strengthening nutrition through assitional grant	20,000 households on government graduation model supported 20,000 UPG and 275,000 CBFO households supported to improve nutrition	
<u>2. Support to Financial Innovation and Outreach</u>	20.3	Improved access to structured and sustainable CBFO financial services	220,000 existing and 55,000 new CBFO members reached 290,000 rural clients accessing formal financial services by partner FSPs	
<u>3. Strategic Partnerships, Knowledge Generation, and Policy</u>	1.5	Enhanced multi-ministerial coordination and capacity to manage poverty graduation programmes	Rural finance support organizations with improved rural inclusive finance good practice knowledge	
<u>4. Programme management and coordination</u>	4.4		PMU	

Table C

Main assumptions and shadow prices

Table C shows the basic assumptions on yields and process for the main inputs and outputs. The economic section shows shadow prices used in the conversion.

C)				
MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
FINANCIAL	Output	% Increase in yields	Input prices(per KG)	Price (MK)
	Maize	70%	NPK	920
	Soybean	35%	Urea	990
	Groundnuts	50%	Maize seed	2,000
	Potato - rainfed	50%	Fungicide (e.g. Dithane M45)	12,620
	Potato - irrigated	63%		
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER)	808	Economic discount rate	15%
	Shadow Exchange rate (SER)	853	Financial discount rate	4.0%
	Standard Conversion Factor	1.06	Non tradable goods CF	1.00
	Input Conversion factor	0.96	Labour Conversion Factor	0.65

Table D

Beneficiary adoption rates and phasing

Table D shows the total number of project beneficiaries, subdivided into activities and phased following the inclusion pattern envisaged by the project and reflected in the EFA and COSTAB.

D)		Beneficiaries, Adoption Rate, Phasing in								
Item	Target HH	Y 1	Y 2	Y 3	Y 4	Y 5	Y 6	Y 7	Total	
Ultra Poor Household (Graduation)	20,000									
Coverage rate		0%	11%	22%	31%	27%	9%	0%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
No. of HH	10,000	0	1,111	2,222	3,111	2,667	889	-	10,000	
Cummulative no. of HH		0	1,111	3,333	6,444	9,111	10,000	10,000		
Poor Household (VSLA)	137,500									
Coverage rate		0%	12%	18%	18%	18%	18%	17%		
Adoption rate	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%		
no. of HH		0	5,073	7,277	7,277	7,277	7,277	7,068	41,250	
Cummulative no. of HH		0	5,073	12,350	19,627	26,904	34,182	41,250		
Poor household (VSLA and FFS)	72,500									
Coverage rate		0%	18%	14%	18%	16%	20%	14%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
no. of HH		-	6,458	5,010	6,520	5,916	7,427	4,918	36,250	
Cummulative no. of HH		-	6,458	11,468	17,989	23,905	31,332	36,250		
Vulnerable Household (VSLA and FFS)	72,500									
Coverage rate		0%	18%	14%	18%	16%	20%	14%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
no. of HH		0	6,458	5,010	6,520	5,916	7,427	4,918	36,250	
Cummulative no. of HH		0	6,458	11,468	17,989	23,905	31,332	36,250		
Vulnerable Household (VSLA)	137,500									
Coverage rate		0%	12%	18%	18%	18%	18%	17%		
Adoption rate	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%		
no. of HH		0	5,073	7,277	7,277	7,277	7,277	7,068	41,250	
Cummulative no. of HH		0	5,073	12,350	19,627	26,904	34,182	41,250		
Total no. oh HH		0	24,172	26,797	30,707	29,054	30,297	23,974	165,000	
Total cumulative no. of HH	440,000	0	24,172	50,969	81,676	110,730	141,026	165,000		

Table E

Economic cash flow

Table E presents the overall project aggregation. Include the net incremental benefits of each financial model in economic terms, converted using shadow prices (table C) and multiplied by the number of beneficiaries (table D). Net incremental costs are to present all additional project costs. Last column indicates net cash flow to be used to calculate project profitability indicators such as economic NPV and economic IRR (EIRR).

E)										
In 000 USD										
Economic Analysis	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	PY9	PY10
Total programme Incremental benefits (US\$: \$	-	-	3,447	272	5,610	11,641	16,602	25,052	36,528	40,256
Total Benefits	\$ -	\$ -	\$ 3,447	\$ 272	\$ 5,610	\$ 11,641	\$ 16,602	\$ 25,052	\$ 36,528	\$ 40,256
Total Incremental Costs	\$ 15,932	\$ 12,920	\$ 11,973	-	-	-	-	-	-	-
Benefits-Costs	-\$ 15,932	-\$ 12,920	\$ 15,419	\$ 272	\$ 5,610	\$ 11,641	\$ 16,602	\$ 25,052	\$ 36,528	\$ 40,256
Economic IRR	26.8%									
Economic NPV USD'000 @15%	\$ 37,470									

Table F

Sensitivity analysis

The results show that the additional finance phase can face significant drops in benefits and still be highly profitable. As an example, a drop of 50% in benefits would take the IRR to 23%.

SENSITIVITY ANALYSIS (SA)				
		$\Delta\%$	IRR (%)	NPV (USD M)
Base scenario			26.8%	37.47
Project costs +10%		-10%	25.2%	34.32
Project costs +20%		-20%	23.2%	31.17
Project costs +50%		-50%	16.3%	21.72
Project benefits +10%		10%	28.3%	44.37
Project benefits +20%		20%	29.7%	51.26
Project benefits -10%		-10%	25.2%	30.57
Project benefits -20%		-20%	23.9%	23.68
Project benefits -50%		-50%	20.5%	2.99
1 year lag in ben.			23.3%	27.79
2 years lag in ben.			20.5%	18.49

Economic and Financial Analysis**I. Introduction**

1. The current appendix summarizes the main assumptions, hypothesis and results of the FARMSE additional financing's economic and financial analysis. The profitability indicators are calculated taking into account the project's reported outputs and outcomes for each component during the project's implementation period and foreseen for the project lifetime.

2. The economic and financial analysis for the additional financing consists of comparing the overall project's costs with the verified and expected impacts during the project's lifetime, calculated as benefits for the main promoted activities. It is done from the point of view of each beneficiary (financial analysis) but also aggregating beneficiaries per model, calculating the benefits for the economy of Malawi as a whole.

3. The information was obtained from the M&E system, consultations during field visits, outcome reports and surveys and impact assessments. The resulting figures were double-checked with the local technical specialist for each source of benefits.

4. Both in the financial and economic analysis, each initiative will be considered profitable if cash flow's additional benefits surpass investment and recurrent costs at a cut-off rate. As a result, profitability indicators will be the Net Present Value (NPV, economic and financial), the Internal Rate of Return (IRR, economic and financial), the

Benefit-costs ratio (B/C, both economic and financial). The sensitivity analysis will test vulnerability or robustness of obtained results for the economic profitability indicators.

The first part of the document summarizes the financial analysis main assumptions and hypothesis and will analyze the proposed models and the corresponding expected benefits, with an assessment related to the impacts on household incomes and the self-consumption estimates. In the end, aggregated benefits (with externalities included) will determine the overall profitability and the sensibility of results in face of negative shocks affecting costs, prices and yields.

II. FINANCIAL ANALYSIS

5. **Objectives.** The objectives of the financial analysis are: (i) to assess the financial viability of the development interventions promoted under the FARMSE'S Programme; (ii) to examine the impact of Programme interventions on households' income (HHs). This serves to verify the incentive for the target group for engaging in the proposed activities and (iii) to establish the framework for the economic analysis of the Programme, which will complement the financial analysis to assess the justification from the overall economic perspective.

6. **Methodology and financial models.** The analysis was developed by building financial models for farm budgets, crops budgets and livestock. Incremental benefits were estimated based on actual physical outputs and likely chances of building up incremental benefits during the remainder of the project life period and considering production foregone. Prices for inputs and outputs crop yields data were obtained from different sources. To determine the "Without project" scenario, the most relevant were the Baseline Report, the Mid-Term Report and the information provided by the technicians.

7. The financial analysis assessed potential incremental costs and benefits projected to (i) ultrapoor labour unconstrained households participating in graduation model who would receive capacity building support and asset transfer funds to be invested in productive assets and income generating activities; and (ii) poor but food insecure households, households vulnerable to poverty and households resilient to poverty whose improved access to formal and informal financial services and products would result in increased investments in productive and income generating activities.

8. Incremental benefits to the programme investments are estimated by comparing the future without programme (WoP) and future with programme (WiP) net margins. The overall programme impact is calculated by aggregating benefits to the investments in the graduation models and rural finance outreach. The benefits were assessed for a period of 10 years, a period that allows capturing potential benefits to all households targeted during the entire programme implementation period.

Opportunity cost of capital. The discount rate was estimated at 4.0%, the rate paid by Saving Bonds, the type of deposit that offers the highest Savings Deposit Rate in the National Bank of Malawi⁴.

9. There is difference between the financial discount rate of 4% and the social discount rate of 15% is attributed to the strong inflationary pressure the Malawi economy is experiencing due to largely the impact of rising global energy and food prices and the impact of unfavorable weather conditions during the 2021/22 agricultural season. Annual inflation quickened to a near five-year high of 14.1% in March 2022. The saving deposit rates are yet to adjust because it is linked to the policy interest rate which remained

⁴ <https://natbank.co.mw/rates-tariffs/interest-rates>

unchanged to allow for economic recovery while the treasury bond rates might have already aligned to the current economic reality.

10. **Labour.** In general, there is no shortage of labour for agricultural activities in rural Malawi. In terms of the programme households, ultra-poor labour unconstrained households expected to have sufficient family labour for own farming activities and earn income through casual labour. Similarly all the targeted beneficiaries do not use hired labour during any time of the cultivation season. There has been a slight reduction in proportion of sampled beneficiary household involved in casual labour (from 16.6% at baseline to 15.3% at MTE). The additional finance phase EFA analysis has maintained the baseline parameters on casual labour.

11. **Production models.** The analysis developed five crop and two livestock production models to represent predominant production activities. Crop models demonstrate intensified production of: (i) rainfed maize; (ii) rainfed groundnuts; (iii) rainfed soya bean; (iv) rain-fed potato; and (v) irrigated potato through investment in a low-cost treadle pump. Livestock production models demonstrate investments in purchase of two goats.

12. In the WoP situation, the crop models present the current productivity and profitability levels that are much below optimum due to combination of factors including use of poor quality seeds, application of minimum levels of or no use of fertilizers and agrochemicals, inadequate farm practices and technologies that do not respond to increasing climate shocks. Similarly, present productivity levels of dairy cow and goats are very low largely because of poor animal health and nutrition, as households have limited access to animal feed, animal health services and products and use inadequate animal husbandry practices. Limited or lack of access to financial services and products for majority of rural households is a main determining factor that explain afore-discussed issues. Negative climatic events such as droughts, dry spells and erratic rainfalls frequency and severity of which are stubbornly increasing, is another contributing factor to steady declines in productivity levels leading to increases in food insecurity and prices of major food crops for human and animal consumption.

13. **Crop production models for rain fed maize, groundnuts, soya and sweet potato.** The crop models demonstrate intensification of crop production on 1.0 ha of agricultural land for individual crop through investments in higher quality seeds, fertilizer and pest control, and improved farm management and climate smart agriculture practices. Farmers are reluctant in investing in improved inputs, technology and farm practices for numbers of reasons including poor access to seeds, agrochemicals, negative climatic events, and access to finance. In the WoP scenario, (i) a smallholder household uses traditional and low input farming practices; (ii) crop yield is suboptimal (iii) access to finance, quality seeds and extension services are limited; and (iv) harvest and post-harvest losses at 10 per cent due to inadequate farm practices, access to storage and market facilities and climate related shocks. The WiP scenario assumes (i) yield increases (ii) production losses declines to 5 per cent due to (iii) timely and adequate application of improved seeds, agrochemicals; and (iii) use of improved farm practices.

14. **Irrigated potato production model.** Additional to the improved agricultural practices stated above, this model illustrates investments in a treadle pump irrigation, improved agricultural inputs and farm practices that would allow switching from production of rain-fed potato to irrigated potato on 1.0 ha land.

15. **Goat rearing model.** This model describes investments in purchase of two goats of traditional breed and improved animal husbandry practices. The model assumes purchase

of two does and maintenance of the herd size at two does. Birth rates assumed at 1.5 per kidding with three kidding in two years and mortality rates 7 per cent for mature goats and 12 per cent per kids. One year-old kids assumed to weigh 15 kg and does 25 kg. Flock size expected to stabilize at six does.

Table 1: Agricultural models. WOP and WP case. kg/ha

Crop	Post-harvest yields		
	WoP	WP (at full development)	Increment
Maize (rainfed)	1,700	2,890	70%
Soybean (rainfed)	950	1,283	35%
Groundnuts (rainfed)	800	1,200	50%
Potato (rainfed)	8,000	12,000	50%
Potato (irrigated)	8,000	13,000	63%

Table 2: Financial margins, under the WOP and WP scenarios

CROP MODELS RESULTS (Financial prices ,USD) -1 ha at full development						
	Gross margin		Incremental gross margin	Incremental costs	Return to labor (USD)	
	WoP	WP			WoP	WP
Maize (rainfed)	152	265	113	164	1.9	3.6
Soybean (rainfed)	212	250	38	139	2.0	3.0
Groundnuts (rainfed)	504	553	49	241	4.1	5.3
Potato (rainfed)	870	963	93	485	19.3	19.2
Potato (irrigated)	744	1,123	378	616	16.5	16.6
Goat rearing (2 goats)	-	288	288	204	-	2.4

16. Increased production could either be sold on the market (with positive effects on HHs incomes and access to food) or self-consumed (with positive effects on food security) and the value is considered to be similar for both cases. In the case of maize, the main crop, it is estimated that almost 84% of the incremental production is for self-consumption.

Table 3: Incremental Self Consumption

Crop	Expected incremental production (kg/ha)	Quantity self-consumed (kg/ha)	Incremental Self consumption ratio per household
Maize (rainfed)	1,190	1000	84%
Soybean (rainfed)	380	35	9%
Groundnuts (rainfed)	400	70	18%
Potato (rainfed)	4,000	500	13%
Potato (irrigated)	5,000	500	10%

17. **Household models.** Potential FARMSE beneficiaries fall into five broad categories of poverty that represent various levels of endowment, monetary poverty, food security, family labour availability, vulnerability, and resilience to poverty. These categories are: (i) ultra-poor labour constrained; (ii) ultra-poor labour unconstrained; (iii) poor but food-

secure; (iv) vulnerable to poverty; and (v) resilient to poverty. To simplify, the analysis grouped them into (i) ultra-poor; (ii) poor; and (iii) vulnerable.

18. Potential investment choices of target beneficiaries are illustrated through five indicative smallholder household models with different types and scales of assets. The models are summarized below and presented in Table 4.

19. **Ultra-poor labour unconstrained households** receiving capacity building support and one time lump sum seed capital of around USD 300 are presented through indicative investments models for a smallholder farming household operating 0.40 ha of rainfed land, of which 0.1 ha is currently not operated due to lack of financial resources, and investing in (i) improved production of maize (0.20 ha) and groundnuts (0.2 ha) and (ii) improved husbandry of two goats.

20. **Poor** households gaining access to informal financial services and products through its membership in the **VSLA**, are illustrated through a smallholder household model operating 0.70 ha of rain-fed land and investing in intensified production of maize, groundnuts, and soybean.

21. **Poor** households gaining access to both informal and formal financial services and products delivered by **FSPs and VSLAs**, are illustrated through a smallholder farm household model operating 0.70 ha of rain-fed land and investing in (i) intensification of rain-fed maize, soybean, groundnut, and potato production; and (ii) purchase of two goats.

22. **Vulnerable** households accessing finance through its membership in **VSLAs** are presented through a smallholder farm household model operating 0.80 ha of rain-fed land and investing in (i) intensification of maize, groundnuts, soybean and potato production; and (ii) increasing existing goat herd by one goat

23. **Vulnerable** households accessing financial resources and products through the **VSLAs and FSPs** are presented through a smallholder farm household model operating 0.80 ha of rain-fed land and investing in (i) a treadle pump irrigation to produce irrigated potato on 0.50 ha of land; (ii) intensification of rain-fed maize, groundnuts and soybean on 0.20 ha of rain-fed land; (iii) one goat;

Table 4: Summary of With and Without Project Situations per Household

Production activities	Unit	Ultra-poor (graduation)		Poor (VSLA)		Poor (VSLA & FSP)		Vulnerable (VSLA)		Vulnerable (VSLA & FPS)	
		WOP	WIP	WOP	WIP	WOP	WIP	WOP	WIP	WOP	WIP
Crop production											
Maize (rainfed)	ha	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.15
Maize (rainfed, rented land)	ha	0.1	0.2		0	0	0				
Groundnut (rainfed)	ha			0.2	0.15	0.15	0.2	0.25	0.3	0.15	0.1
Soybean (rainfed)	ha			0.1	0.15	0.15	0.2	0.2	0.15	0.15	0.05
Potato (rainfed)	ha							0.15	0.15	0.3	0
Potato (irrigated)	ha									0	0.5
Total area	ha	0.3	0.4	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8
Livestock											
Goat (new investment)	head						2		1		1
Goat (improved husbandry)	head		2				0		1		1

24. **Household cash flow analysis.** The analysis of the cash flows after financing for all household models indicate that participating households will be substantially better off because of programme interventions. The analysis indicates that if households can muster sufficient savings through CBFO groups and can access adequate financing products through the formal financial sector, the proposed investments are financially sustainable. This is summarized in Table 4

25. Financing requirements for each household type have been estimated as a function of total incremental production costs and beneficiary contribution. For households benefiting under Component 1.0, it is assumed that financing requirements will be met through a grant (the seed capital paid under of the graduation programme). For households benefitting only from subcomponent 2.1 (CBFOs), it is assumed that all financing requirements are met through beneficiary contribution (i.e. savings accumulated through group participation). For households benefiting from both subcomponents 2.1 and 2.2, it is assumed that 50% of financing requirements are met through savings and the remaining 50% through loans

26. Financing requirements for investment activities will vary from one household to another depending on investment choices. As presented in Table 14, financial needs of ultra-poor labour unconstrained households will be around USD 175 to be financed from the asset transfer grants of USD 300. Investment choices of those households, who access only VSLA loans, are expected to require relatively modest amounts of investments. Poor households, for instance, are assumed to opt for less capital-intensive investment activities (crop production) that require investment at USD 121 to be funded from VSLA loans of USD 60 and household contribution of USD 60. Similarly, investment options of vulnerable households assumed to require USD264 to be funded from VSLA loans of USD 72 and household contribution of USD191. Highest loan amounts are expected for investments choices of vulnerable households gaining access to both informal and formal financial services. Respective financial requirements of vulnerable households expected at USD at USD 694 to be financed from loan amount of USD 292 and household contribution of USD 402. It should however be noted that these financial requirements of households represent only the first year financial needs and some households are expected to receive loans in following years depending on their cash flows.

27. Table 5: summary of household models profitability indicators ,financing requirement and return to family labour (USD)

Household type	Net income after financing		Incremental income after financing	Incremental production costs	Beneficiary contribution	Household loan requirements	Return to family labour - Incremental Annual Income Per HH	Return to Family labour - Comparison with the Malawian Poverty National Line
	WoP	WP						
Ultra Poor Household (Graduation)	181	226	45	175	175	-	107	52%
Poor Household (VSLA)	358	496	137	121	60	60	53	26%
Poor household (VSLA and FFS)	352	585	233	264	191	72	154	75%
Vulnerable Household (VSLA)	602	817	215	259	342	(83)	177	86%
Vulnerable Household (VSLA and FFS)	768	1,211	444	694	402	292	408	199%

28. A sustainability analysis for the enterprise models was undertaken based on the loan amount determined for a particular enterprise or a household model. For loans from informal service providers, an assumed interest rate of 10% per month was used according to the prevailing rates while the interest rate on loans from formal financial

service providers is assumed at 25% per annum being the current policy rate of 14% plus 11% margin. This analysis aims to demonstrate whether the beneficiaries, who are willing to accept loans that would be provided by the AF facility, will have a positive cash flow from farming that is sufficient to repay the loan installments with interest and still has cash for livelihood.

29. Table 6:a Sustainability Analysis for enterprise models (MWK)

Household type	Determined Household loan requirements	Borrowing from formal FSP	Borrowing from Informal FSP	Estimated total annual Interest payable	Net income after financing	Net Income after loan and interest repayment	Annual food and non food Requirements for 4 member HH	Percentage of HH annual requirements met after loan service
Poor Household (VSLA)	46,982		48,839	37,174	110,737	24,724	663,516	4%
Poor household (VSLA and FFS)	58,496	29,248	29,248	26,373	187,919	103,051	663,516	16%
Vulnerable Household (VSLA and FFS)	89,888	44,944	44,944	106,446	418,430	222,096	663,516	33%

The analysis shows that beneficiaries for all the three enterprise models will have sufficient cash flow to service the loan and interest. The analysis of sustainability was based on the comparison of the remaining cash flow to the absolute poverty line. The absolute poverty line per person per year in Malawi is equivalent to MWK 165,879 (US\$205.38) per person. For households with a size equivalent to 4 adult persons, the absolute poverty line would be MWK663,000. The highest household income in the sustainability analysis shows that one model for Poor HH accessing formal and informal financial services meets only 16% net incomes above the poverty line after loan repayments. The other two household models achieve net incomes significantly below the poverty line.

Following the recent 25% devaluation of the Kwacha and the general international inflationary environment, a sensitivity analysis was conducted on the impact of interest rate changes in enterprise sustainability models. The results show that while there is marginal positive contribution towards annual food requirements for all the borrowing households, the increased interest costs on borrowed funds will reduce the sustainability of the three household models

30. Table 6b: Sensitivity analysis on impact of interest rate changes enterprise models

Sensitivity Analysis on interest rate changes following 25% devaluation

Sensitivity variables	HH Type	Net Income after loan and interest repayment	Percentage of HH annual requirements met after loan service
base scenario	Poor Household (VSLA)	24,724	4%
	Poor household (VSLA and FFS)	103,051	16%
	Vulnerable Household (VSLA and FFS)	222,096	33%
Interest rate +30%	Poor Household (VSLA)	13,572	2%
	Poor household (VSLA and FFS)	95,139	14%
	Vulnerable Household (VSLA and FFS)	190,163	29%
Interest rate +50%	Poor Household (VSLA)	6,137	1%
	Poor Household (VSLA)	89,864	14%
	Poor household (VSLA and FFS)	168,874	25%

III. Economic Analysis

31. **Objectives.** The economic analysis objectives are to: (i) determine the viability of the Programme as a whole, in which aggregated economic benefits are compared with total Programme costs; (ii) assess Programme impact and the overall economic internal rate of return (EIRR); and (iii) perform sensitivity analysis in order to measure the

robustness of the expected impact, and to measure variations in the overall EIRR due to unforeseen factors.

32. Methodology and Assumptions. The economic analysis is based on the estimation of the benefits gained from the increased economic performance of HHs and Communities targeted by the Programme. The main quantifiable economic benefits from the Programme are represented by the net incremental benefits as computed in the financial analysis, i.e. the difference between the annual net benefits in the WOP and WP scenarios. Such benefits are aggregated over the total number of beneficiaries, in accordance with their phase of incorporation into the project. The economic analysis is conducted over a 16-year period. Specifically, the HH models discussed in the financial analysis above are used to link the crop models with the number of HH beneficiaries (set as target), estimate the overall flow of benefits, and compute the EIRR and the Net Value Added.

33. Estimation of the economic benefits. Economic benefits are estimated using economic prices (instead of the financial ones). Financial prices of tradable goods are converted into economic ones using a Standard Conversion factor (SCF) build on the relationship between official exchange rate and shadow exchange rate. Shadow prices are also used for the exchange rate and the rural wage.

34. The fertilizer and imported inputs conversion factor was derived from estimated economic cost of imported fertilizers compared to the observed financial cost of the fertilizer on the market. The economic prices of fertilizer was based on the quarterly average prices on the World Bank Commodities Price Data (Pink Sheet) for the two quarters from Oct 2021 to March 2022. The use of two quarters data instead of four quarters data was to remove distortions arising from the huge movements in world average prices of fertilizers from US\$ 463 for the quarter April –June 2021 to US\$808 for the quarter Jan-March 2022 due to the COVID-19 effects and the Ukraine war.

Table 7: Standard Conversion factor (SCF) and Shadow prices used in the economic analysis

	Conversion Factors	
Standard Conversion Factor (SCF)	SCF	1.06
Conversion Factor for fertilizer and imported inputs	SCF	0.96
Shadow Exchange Rate	SER	1.54
Shadow Wage Rate Factor ⁵	SWRF	0.65

⁵ SWRF as used in an earlier IFAD project in Malawi

35. **Social Discount Rate.** It is established at 15%. The exercise takes an average of the interest rate paid by certain national treasury bonds, since Malawi has no bonds in the international financial markets and the Malawian currency has shown stability during the last years. ⁶

36. **Adoption rates and other assumptions for the computation of the overall flow of benefits.** To compute the overall flow of direct benefits of the FARMSE Programme, the analysis calculates the actual number of beneficiaries informed by the M&E team for those HHs that are expected to be benefited by the investments planned in the additional finance phase. Adoption or success rate of 30 per cent assumed for households whose access to finance will be only through VSLAs based on average VSLA size and savings budgets. Adoption or success rate of 50 per cent applied for households who will access both informal and formal financial resources.

⁶ <https://mse.co.mw/index.php?route=counter/debt/listed>

Table 8: Additional Finance Phase. Number of Beneficiaries per intervention

Item	Beneficiaries, Adoption Rate, Phasing in									Total
	Target HH	Y 1	Y 2	Y 3	Y 4	Y 5	Y 6	Y 7		
Ultra Poor Household (Graduation)	20,000									
Coverage rate		0%	11%	22%	31%	27%	9%	0%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	
No. of HH	10,000	0	1,111	2,222	3,111	2,667	889	-		10,000
Cummulative no. of HH		0	1,111	3,333	6,444	9,111	10,000	10,000		
Poor Household (VSLA)	137,500									
Coverage rate		0%	12%	18%	18%	18%	18%	17%		
adoption rate	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	
no. of HH		0	5,073	7,277	7,277	7,277	7,277	7,068		41,250
Cummulative no. of HH		0	5,073	12,350	19,627	26,904	34,182	41,250		
Poor household (VSLA and FFS)	72,500									
Coverage rate		0%	18%	14%	18%	16%	20%	14%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	
no. of HH		-	6,458	5,010	6,520	5,916	7,427	4,918		36,250
Cummulative no. of HH		-	6,458	11,468	17,989	23,905	31,332	36,250		
Vulnerable Household (VSLA and FFS)	72,500									
Coverage rate		0%	18%	14%	18%	16%	20%	14%		
Adoption rate	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	
no. of HH		0	6,458	5,010	6,520	5,916	7,427	4,918		36,250
Cummulative no. of HH		0	6,458	11,468	17,989	23,905	31,332	36,250		
Vulnerable Household (VSLA)	137,500									
Coverage rate		0%	12%	18%	18%	18%	18%	17%		
Adoption rate	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	30%	
no. of HH		0	5,073	7,277	7,277	7,277	7,277	7,068		41,250
Cummulative no. of HH		0	5,073	12,350	19,627	26,904	34,182	41,250		
Total no. of HH		0	24,172	26,797	30,707	29,054	30,297	23,974		165,000
Total cummulative no. of HH	440,000	0	24,172	50,969	81,676	110,730	141,026	165,000		

37. **Economic Programme Costs.** Programme costs were considered including price and physical contingencies. To avoid double counting of the costs, only the incremental economic costs of the Programme are considered (i.e. the costs of activities funded by FARMSE. Costs that had already been included in the activity models are excluded. This is independent of the source of funding (i.e. beneficiaries, IFAD, government or private sector).

38. **Economic Internal Rate of Return (EIRR).** The EIRR of the additional finance phase is estimated at 33.2% (base case), confirming its economic justification. This EIRR is much higher than the one that at design (14.3%) due to increased number of program beneficiaries.

39. **Net Present Value (NPV).** The economic Net Present Value (NPV) is estimated at about USD 13.9 million over the 20.2-year period of the analysis. The economic discount rate adopted in the economic analysis is 15%, as discussed above

40. **Sensitivity Analysis.** To test the robustness of the above results, a sensitivity analysis has been carried out. The main risk factors that can negatively impact the profitability of the program include effects of climate change, unstable macroeconomic environment, political instability, lack of appetite of the financial sector to finance smallholder farmers and agri-MSMEs. The sensitivity analysis shows that the programme's EIRR and NPV are still positive and robust under all the scenarios tested. For example,

under a pessimistic scenario of a reduction in project benefits at around 20 per cent, EIRR would be 23.9per cent and the NPV would be US\$23.7million

Table 9: Additional Finance Phase. Sensitivity analysis

	IRR	NPV (USD)	
base scenario	26.8%	37,470,034	Identified Risk Factors
costs +10%	25.1%	34,320,505	1 Unstable macroeconomic environment
costs +20%	23.2%	31,170,977	2. climate change, including flooding, drought, and uncertain rainfall
costs +50%	16.3%	21,722,392	
benefits +10%	28.3%	44,366,565	1. Climate change shocks
benefits +20%	29.7%	51,263,097	2. Unstable macroeconomic environment
benefits -10%	25.2%	30,573,502	3. lack of appetite of the financial sector to finance smallholder farmers and agri MSMEs
benefits -20%	23.9%	23,676,970	
benefits -50%	20.5%	2,987,375	
benefits delay 1 yr	23.3%	27,791,269	1. Political Risk
benefits delay 2 yrs	20.5%	18,486,727	2.inadequate institutional capacity to implement and coordinate activities